

# L'ÉCLAIREUR



## N°100

## SOMMAIRE

**02**  
L'éclairage du  
gérant

**24**  
Vues des actifs

**22**  
Le point marchés  
financiers

**27**  
Nos vues tactiques  
et stratégiques

**23**  
Le point macro  
économie

**28**  
Pour aller plus  
loin

# La Ligue des Champions

Les marchés financiers sont à l'économie ce que la Ligue des Champions est au football : un terrain où les meilleurs s'affrontent, certains pays dominant le classement, d'autres luttant pour éviter l'élimination. Entre « remontadas » boursières et fautes économiques, tout peut faire basculer le match. Attention alors au hors-jeu, car un mauvais calcul pourrait coûter cher ! Le début de cette saison 2025 étant pour le moins « sportif » pour l'épargnant, faut-il encore prendre des risques pour tenter de marquer des points ou bien est-il désormais plus raisonnable de se replier en défense ?

## Les États-Unis marquent ... contre leur camp ?

D.Trump peut revendiquer le titre de joueur le plus omniprésent en ce début d'année. Toutefois, si la bourse américaine devait être une juste mesure de la qualité de ses choix stratégiques, le Président a plutôt marqué contre son camp. Les actions américaines sont en baisse depuis le début d'année, et elles affichent une contre-performance relative exceptionnellement forte par rapport aux principales zones étrangères, surtout dans un délai aussi bref. De plus, le recul du Dollar n'a fait qu'accroître cette

sous-performance pour les investisseurs internationaux ayant choisi d'investir des capitaux aux États-Unis.

### Le responsable de l'équipe de gestion

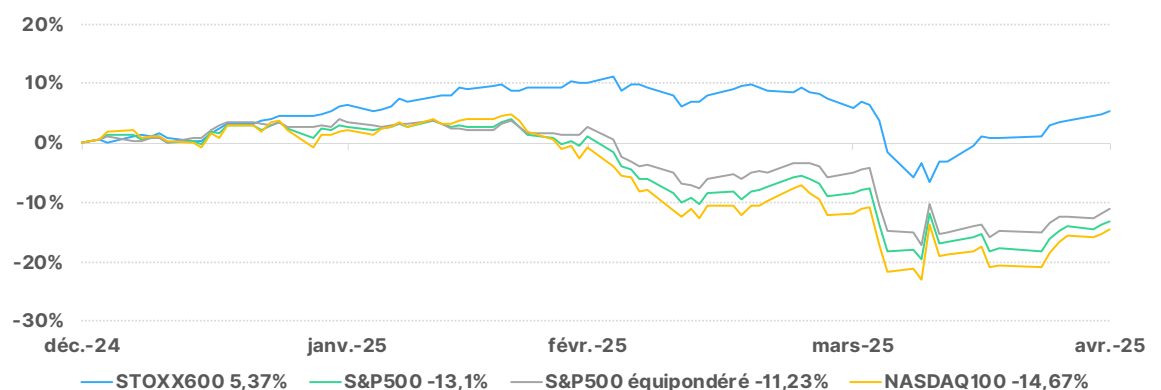
Vincent Lequertier a de nombreuses années d'expérience en gestion d'actifs. Après une carrière à la banque d'Orsay, il est successivement directeur adjoint actions puis directeur actions. Spécialiste de la gestion allocataire, il devient en Août 2015, le responsable de la gestion allocataire chez WeSave.



Vincent Lequertier  
Gérant chez WeSave

### Performances comparées du STOXX600 européen et des principaux indices américains, dividendes inclus et évalués en Euros

Sources : Refinitiv, WeSave



Il convient toutefois de nuancer ce jugement :

- Les actions américaines étaient très surpondérées dans les allocations d'actifs jusqu'en fin d'année 2024 ... le principe de diversification incitait à quelques prises de bénéfices, notamment en début d'année, lorsqu'il est tentant pour les gérants d'oser de nouveaux paris.
- La surperformance des actions américaines avait été particulièrement forte en 2023 et en 2024 ... il s'agit donc en partie d'un rééquilibrage de performance entre zones.
- Les leaders de la technologie américaine, surnommés les « 7 Magnifiques » (Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Nvidia et

Tesla), et qui avaient particulièrement contribué à la hausse des indices américains, font l'objet de prises de bénéfices appuyées en ce début d'année, et leur fort poids indiciel (31% du S&P500, ou 19,5% du MSCI All World à elles seules) joue en défaveur des grands indices où ces sociétés sont très représentées.

- Le focus des investisseurs et des médias se fait souvent sur les actions, mais c'est trop vite oublier que l'immobilier et les obligations constituent une forte part du patrimoine des ménages américains, et ces deux actifs bénéficient en revanche de hausses de leurs prix en ce début d'année ! Il ne faut donc pas surestimer l'effet de richesse négatif que le recul des actions pourrait avoir sur le moral et sur la consommation des ménages américains.

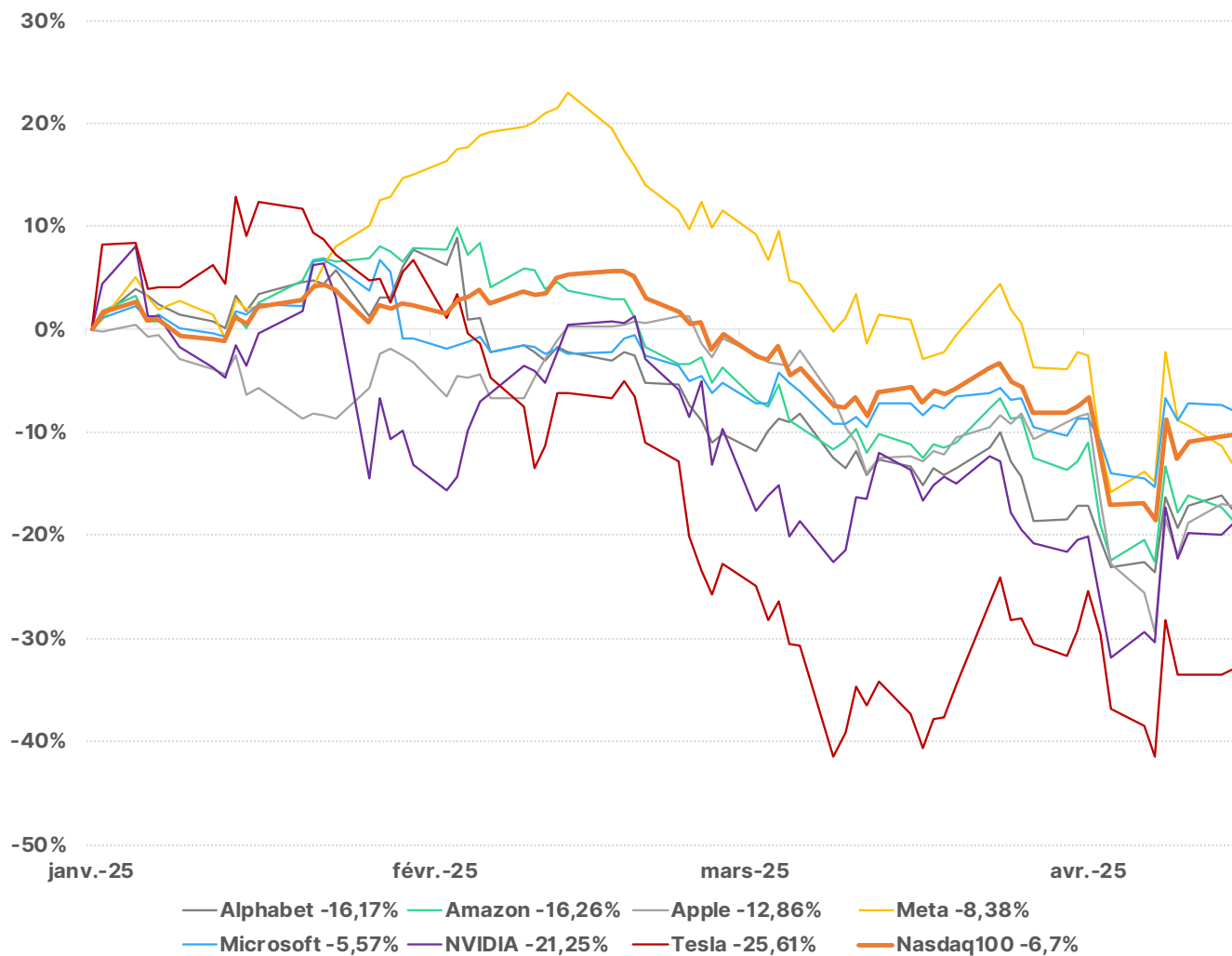
### Performances des grands indices d'actions, dividendes réinvestis, en devises locales et en Euros

Sources : Refinitiv, WeSave

	2025 En devise locale	2025 En Euros	Cumul 2023 à 2025 En devise locale	Cumul 2023 à 2025 En Euros
MSCI All World	-0,32%	-8,84%	36,59%	44,56%
MSCI émergents	4,39%	-4,59%	17,52%	24,37%
S&P500 (États-Unis)	-4,92%	-13,10%	41,84%	50,11%
Nasdaq 100 (États-Unis)	-6,65%	-14,68%	72,26%	82,31%
Stoxx 600 (Europe)	5,37%	5,37%	34,41%	34,41%
CAC40 (France)	3,69%	3,69%	25,71%	25,71%
Dax40 (Allemagne)	13,00%	13,00%	61,57%	61,57%
Footsie100 (Royaume-Uni)	5,41%	2,58%	29,81%	24,76%
TOPIX (Japon)	-3,12%	-2,71%	29,62%	49,68%
Hang Seng (Chine)	11,44%	2,01%	16,71%	22,67%

### Performances en 2025 des «7 Magnifiques» et du Nasdaq100

Sources : Refinitiv, WeSave



### Structure du patrimoine des ménages américains, après déduction de la dette

Sources : JP Morgan, WeSave

<b>Patrimoine immobilier</b>	29%
<b>Patrimoine financier</b>	71%
<i>Actions</i>	34%
<i>Obligations</i>	16%
<i>Comptes de dépôt et espèces</i>	12%
<i>Assurances vie, fonds de pension, etc...</i>	9%

Pour autant, D.Trump inquiète, et ses premières décisions provoquent déjà d'importants ajustements négatifs sur la croissance ou l'inflation américaine et mondiale.

- En premier lieu, le Président a adopté une démarche bien plus radicale que lors de son premier mandat, car son entourage est désormais composé de personnes dévouées à sa cause. Ceci explique pourquoi les relèvements de tarifs douaniers annoncés début avril ont été aussi spectaculaires, prenant de court le monde entier : 10% de tarifs douaniers universels, et des « tarifs réciproques » s'appuyant sur des modes de calculs flous, voire discrétionnaires. Même si cela reste un instrument de négociation pour faire des « deals », son obsession à appliquer systématiquement des droits de douane ne doit pas être sous-estimée. D.Trump est en effet convaincu que le commerce international est un jeu à somme nulle et que le déficit commercial chronique des États-Unis est dû à des pays étrangers « profiteurs ». Ceci explique pourquoi il veut rééquilibrer le commerce mondial au travers des tarifs douaniers, et pourquoi il veut « verrouiller » certains axes commerciaux stratégiques (cf. canal de Panama, passage du grand Nord avec le Canada et le Groenland, détroit d'Ormuz, etc...). Le sujet des tarifs douaniers est d'autant plus important que D.Trump compte sur ces recettes fiscales pour boucler son budget et financer ainsi une partie des baisses d'impôts en faveur des ménages et des entreprises.
- L'hyper-activisme de cette nouvelle Administration, venant souvent des milieux d'affaires ou de la finance et n'ayant pas l'expérience de la gestion des relations internationales, inquiète. Les critiques sont notamment très fortes à l'encontre d'E.Musk et des pratiques expéditives du DOGE (Department Of Government Efficiency), ou bien encore du

fait de la remise en cause de financements internationaux majeurs (cf. conflit en Ukraine) ou de grandes institutions internationales (cf. OMC, OMS, etc...).

- Les relèvements de tarifs douaniers ont contraint de nombreuses entreprises, notamment américaines (cf. FedEx, Nike, etc...), à alerter quant à leurs perspectives de chiffres d'affaires ou de bénéfices à venir. À noter que les « 7 Magnifiques » sont particulièrement exposées au commerce extérieur, et qu'en cas de rétorsions commerciales elles pourraient être spécifiquement ciblées. Par ailleurs, les réductions d'activité ou fermetures d'agences fédérales par le DOGE pénalisent les perspectives d'activité des entreprises dépendant des commandes publiques (cf. alertes lancées par Accenture, Sodexo, etc...).
- Le plus inquiétant pour les États-Unis est la perte de confiance de nombreux ménages ou dirigeants d'entreprises dans leurs perspectives, car les incertitudes incitent à suspendre beaucoup de décisions de consommation, d'investissement, d'embauche, etc... en attendant de retrouver plus de visibilité : le manque de clarté est, à lui seul, un processus récessif auto-réalisateur pour le pays et, par contagion, pour l'étranger.

En premier lieu, le Président a adopté une démarche bien plus radicale que lors de son premier mandat, car son entourage est désormais composé de personnes dévouées à sa cause.

## Révisions de prévisions de croissance économique effectuées par l'OCDE entre décembre 2024 et mars 2025 (donc avant les annonces tarifaires)

Sources : OCDE, WeSave

	2025		2026	
	Nouvelle prévision	Différence VS décembre	Nouvelle prévision	Différence VS décembre
<b>Monde</b>	3,1%	-0,2%	3,0%	-0,3%
<b>G20</b>	3,1%	-0,2%	2,9%	-0,3%
<b>Zone Euro</b>	1,0%	-0,3%	1,2%	-0,3%
<b>Australie</b>	1,9%	0,0%	1,8%	-0,7%
<b>Afrique du Sud</b>	1,6%	0,1%	1,7%	0,0%
<b>Allemagne</b>	0,4%	-0,3%	1,1%	-0,1%
<b>Arabie Saoudite</b>	3,8%	0,2%	3,6%	-0,2%
<b>Argentine</b>	5,7%	2,1%	4,8%	1,0%
<b>Brésil</b>	2,1%	-0,2%	1,4%	-0,5%
<b>Canada</b>	0,7%	-1,3%	0,7%	-1,3%
<b>Chine</b>	4,8%	0,1%	4,4%	0,0%
<b>Corée du Sud</b>	1,5%	-0,6%	2,2%	0,1%
<b>Espagne</b>	2,6%	0,3%	2,1%	0,1%
<b>États-Unis</b>	2,2%	-0,2%	1,6%	-0,5%
<b>France</b>	0,8%	-0,1%	1,0%	0,0%
<b>Inde</b>	6,4%	-0,5%	6,6%	-0,2%
<b>Indonésie</b>	4,9%	-0,3%	5,0%	-0,1%
<b>Italie</b>	0,7%	-0,2%	0,9%	-0,3%
<b>Japon</b>	1,1%	-0,4%	0,2%	-0,4%
<b>Mexique</b>	-1,3%	-2,5%	-0,6%	-2,2%
<b>Royaume-Uni</b>	1,4%	-0,3%	1,2%	-0,1%
<b>Russie</b>	1,3%	0,2%	0,9%	0,0%
<b>Turquie</b>	3,1%	0,5%	3,9%	-0,1%

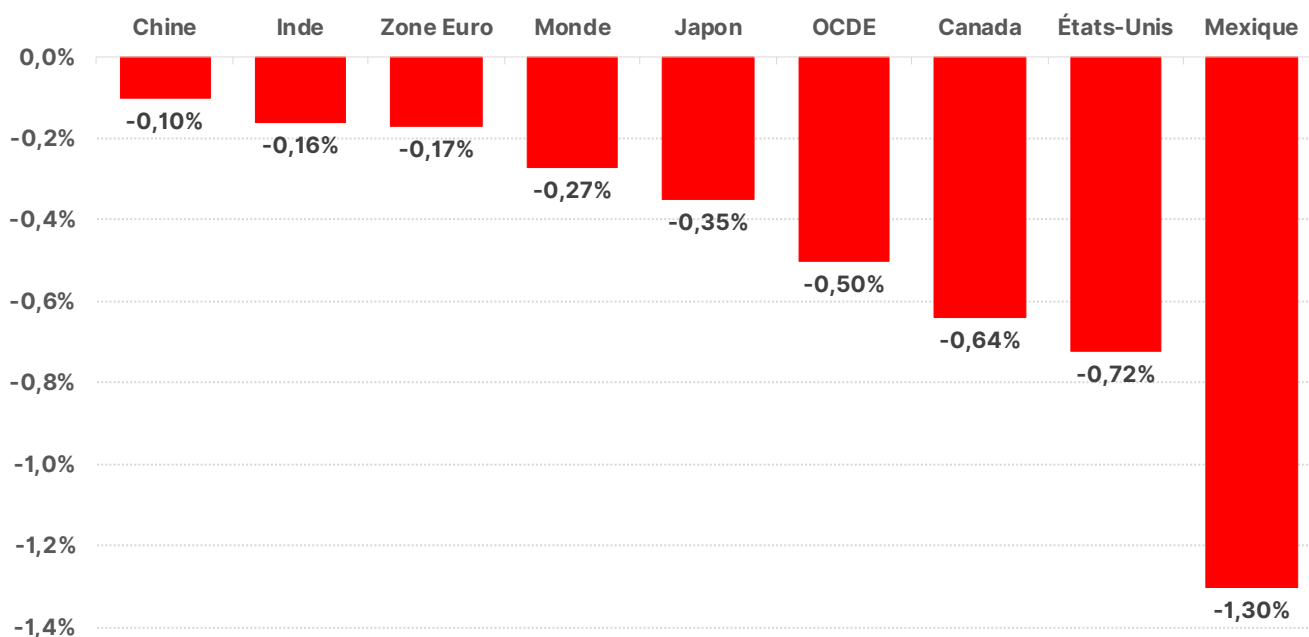
## Importations de biens par les États-Unis en 2024 et l'impact théorique ADDITIONNEL des «tarifs réciproques» annoncés

Sources : Maison Blanche, WeSave

	Importations de biens (Mds \$)	"Tarif réciproque" (%)	Taxe additionnelle théorique (Mds \$)
Union Européenne	605,8	20%	121,2
Chine	438,9	34%	149,2
Japon	148,2	24%	35,6
Vietnam	136,6	46%	62,8
Corée du Sud	131,5	25%	32,9
Taiwan	116,3	32%	37,2
Inde	87,4	26%	22,7
Royaume-Uni	68,1	10%	6,8
Suisse	63,4	31%	19,7
Thaïlande	63,3	36%	22,8
Malaisie	52,5	24%	12,6
Singapour	43,2	10%	4,3
Brésil	42,3	10%	4,2
Indonésie	28,1	32%	9,0
Israël	22,2	37%	8,2
Colombie	17,7	10%	1,8
Turquie	16,7	10%	1,7
Australie	16,7	10%	1,7
Chili	16,5	10%	1,7
Afrique du Sud	14,7	30%	4,4
Philippines	14,2	17%	2,4
Cambodge	12,7	49%	6,2
Bengladesh	8,4	37%	3,1
<b>TOTAL</b>	<b>2 165,4</b>		<b>572,1</b>

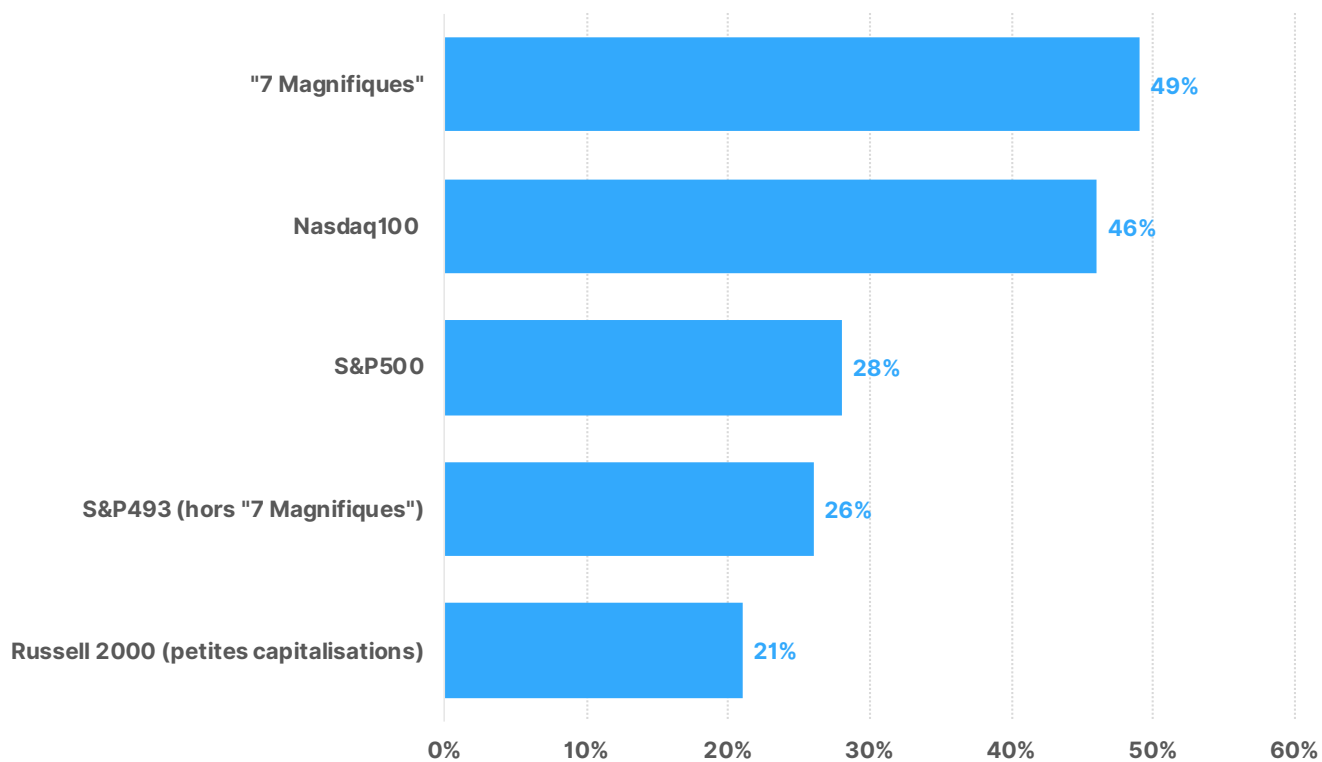
### Impact estimé d'une hausse de 10% des tarifs douaniers (hors matières premières) sur le PIB sur 3 années

Sources : OCDE, WeSave



### % des chiffres d'affaires des indices américains exposés au commerce avec l'étranger

Sources : Refinitiv, WeSave



D.Trump peut toutefois revendiquer quelques succès depuis sa prise de fonction :

■ Le coût de l'emprunt a baissé aux États-Unis : les obligations à 10 ans américaines ont vu leur taux passer de 4,58% fin 2024 à 4,17% désormais. État, entreprises et ménages peuvent donc s'endetter ou proroger leurs crédits à moindre coût. Pour le gouvernement américain, ce sujet est MAJEUR car 8 600 Mds \$ d'obligations arrivent à maturité cette année (soit 30,5% du total du stock d'obligations de l'État, ou bien encore l'équivalent de 30% du PIB américain) et que la charge de la dette du pays (estimée à 1 000 Mds \$ pour 2025) équivaut au budget de la Défense ! Plus les taux d'intérêts seront bas, meilleure sera la situation pour le pays : pour rappel, le coût d'emprunt moyen de la dette fédérale américaine est de 3,3%.

■ Le Dollar s'est replié de -8,9% en ce début d'année face aux 6 principales devises au monde, améliorant la compétitivité relative des entreprises américaines, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

■ Le pétrole a décroché de -16,4%, ce qui est une très bonne nouvelle pour le pouvoir d'achat des ménages ... rappelons que 70% du PIB américain repose sur leur consommation ! Par ailleurs, les entreprises énergivores sont moins pénalisées par ce facteur de production essentiel. De plus, D.Trump cherchant à réindustrialiser le pays, des prix bas du pétrole peuvent être mis en avant pour séduire les entreprises hésitant encore à s'implanter ou à investir dans le pays.

Le Dollar s'est replié de -8,9% en ce début d'année face aux 6 principales devises au monde, améliorant la compétitivité relative des entreprises américaines, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

### Rendement des taux à 10 ans américains (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



Qu'attendre éventuellement pour la suite ?

- D.Trump souhaite à l'évidence opérer un vaste « reset » de l'économie américaine en réduisant drastiquement le poids des administrations publiques, atténuant ainsi le déficit budgétaire du pays, et ceci au profit du secteur privé, ce dernier étant motivé à investir par deux facteurs majeurs à venir : une vaste dérégulation et une fiscalité incitative.
- En mettant sous pression l'économie américaine, D.Trump espère obtenir plus facilement des élus Républicains qu'ils lui accordent les baisses de fiscalité tant souhaitées, de façon à satisfaire les électeurs avant les élections de mi-mandat de novembre 2026. L'inflation ayant contribué à faire perdre la présidentielle aux Démocrates, et les anticipations d'inflation accélérant fortement, D.Trump ne peut qu'en tenir compte dans ses décisions à venir. La question du tempo est donc primordiale dans l'ordonnancement des mesures prises par l'Administration américaine.
- Au vu des révisions de scénario économique effectuées par la FED, cette dernière semble considérer que le risque « récessif » est plus pressant qu'une résurgence de l'inflation, ce qui converge avec l'analyse de la plupart des économistes. En conséquence, les marchés anticipent que la FED pourrait baisser par quatre fois ses taux directeurs cette année, quand une seule baisse était attendue en fin d'année 2024. Si tel était le cas, la FED allégerait le coût de l'emprunt pour le pays, ce qui serait évidemment une très bonne nouvelle pour l'Administration Trump et ses refinancements obligataires, mais aussi pour les dirigeants d'entreprises et les ménages, et enfin pour les investisseurs sur les actions ou sur les obligations en bourse !
- Les « 7 Magnifiques » ont vu leurs valorisations redevenir bien plus abordables, et leurs atouts

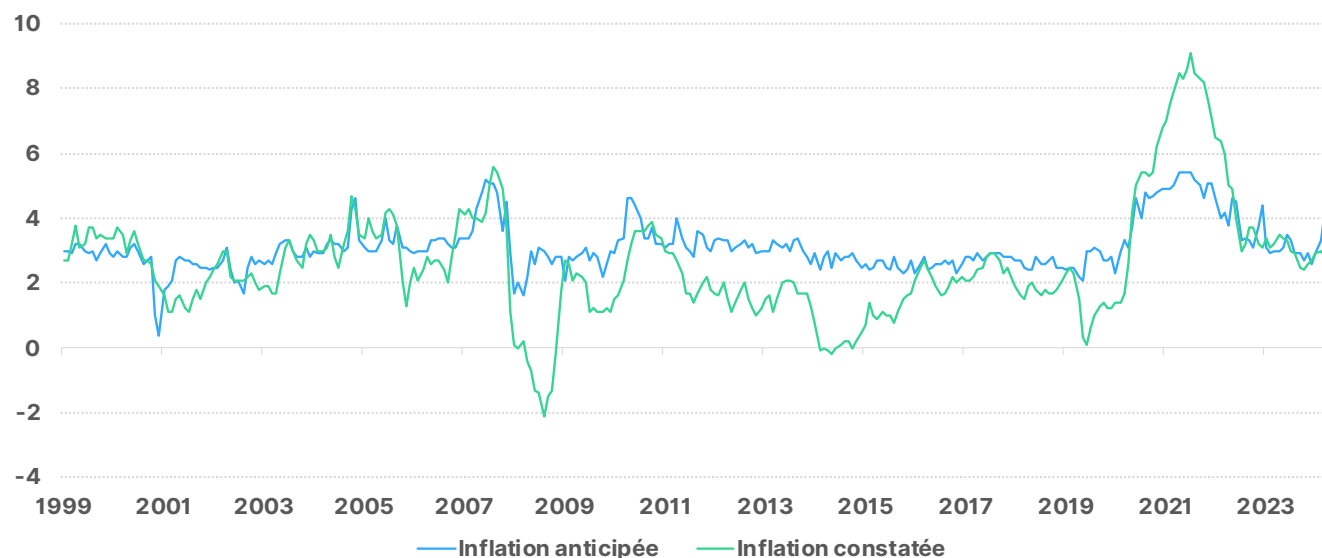
structurels restent de puissants facteurs pour séduire les investisseurs : des situations de monopole ou de quasi-monopole, une forte croissance persistante, dégageant de solides bénéfices, disposant de trésoreries pléthoriques pour les nécessaires investissements d'avenir (cf. intelligence artificielle, robotique, ordinateurs quantiques, etc...) ou pour acquérir d'autres entreprises afin d'étoffer leur offre, procédant à de réguliers et massifs versements de dividendes et rachats de leurs propres actions. Par ailleurs, l'Administration Trump veut impérativement conforter l'avance technologique du pays : ces sociétés seront soutenues dans leurs développements ... et ce n'est pas un hasard si leurs dirigeants étaient présents lors de l'investiture de D.Trump.

- Au-delà d'une valorisation plus attractive, la bourse américaine devrait bénéficier d'une protection à la baisse par divers facteurs : les baisses de fiscalité à venir, la dérégulation, des ménages dont la consommation déclinerait trop fortement, forçant D.Trump à infléchir son programme économique sous la pression des élus Républicains, et enfin un soutien monétaire plus proactif de la FED. Pour la bourse américaine, le match est donc loin d'être perdu !

Au vu des révisions de scénario économique effectuées par la FED, cette dernière semble considérer que le risque « récessif » est plus pressant qu'une résurgence de l'inflation, ce qui converge avec l'analyse de la plupart des économistes.

## Inflation observée et inflation anticipée par les ménages américains (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



## Révisions par la FED de son scénario économique pour les États-Unis entre décembre 2024 et mars 2025

Sources : FED, WeSave

PIB	2025	2026	2027	Long Terme
déc-24	2,1%	2,0%	1,9%	1,8%
mars-25	1,7%	1,8%	1,8%	1,8%
Évolution	-0,4%	-0,2%	-0,1%	0,0%
Taux de chômage	2025	2026	2027	Long Terme
déc-24	4,3%	4,3%	4,3%	4,2%
mars-25	4,4%	4,3%	4,3%	4,2%
Évolution	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Inflation	2025	2026	2027	Long Terme
déc-24	2,5%	2,1%	2,0%	2,0%
mars-25	2,7%	2,2%	2,0%	2,0%
Évolution	0,2%	0,1%	0,0%	0,0%
Inflation (hors énergie et alimentation)	2025	2026	2027	
déc-24	2,5%	2,2%	2,0%	
mars-25	2,8%	2,2%	2,0%	
Évolution	0,3%	0,0%	0,0%	

## Taux directeurs anticipés par les marchés financiers pour la FED en 2025 et ampleur des baisses attendues

Sources : Refinitiv, WeSave

	FED
<b>Taux actuel :</b>	4,38%
mercredi 7 mai 2025	4,31% -0,07%
mercredi 18 juin 2025	4,16% -0,22%
mercredi 30 juillet 2025	3,93% -0,45%
mercredi 17 septembre 2025	3,70% -0,68%
mercredi 29 octobre 2025	3,51% -0,86%
mercredi 10 décembre 2025	3,32% -1,05%

## Table de valorisation des «7 Magnifiques» selon le consensus pour 2025

Sources : Goldman Sachs, WeSave

	Chiffre d'affaire	Bénéfice	Marge bénéficiaire	Cours / Bénéfice
<b>S&amp;P500</b>	5%	10%	13%	20
<b>S&amp;P493 (hors "7 Magnifiques")</b>	4%	8%	11%	19
<b>"7 Magnifiques"</b>	13%	16%	25%	25
<b>Alphabet</b>	11%	9%	28%	17
<b>Amazon</b>	10%	14%	10%	29
<b>Apple</b>	5%	10%	27%	28
<b>Meta</b>	15%	5%	34%	22
<b>Microsoft</b>	13%	11%	35%	27
<b>NVIDIA</b>	59%	49%	55%	25
<b>Tesla</b>	14%	7%	9%	75

# Une feuille de match européenne plus favorable ?

La principale surprise boursière de ce début d'année est la bonne performance relative des actions européennes. Plusieurs facteurs contribuent à expliquer cette « remontada » :

- Les efforts déployés par D.Trump pour parvenir à un cessez-le-feu, voire à la paix en Ukraine, profitent aux actions européennes : la décote qui leur était appliquée a peut-être moins de raison d'être. De plus, les prix de l'énergie pourraient redevenir structurellement plus modérés, restaurant une compétitivité industrielle particulièrement mise à mal depuis février 2022, et cela pourrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages et leur consommation.
- L'Administration Trump ayant décidé de ne plus assurer son soutien militaire comme auparavant, il est devenu nécessaire pour l'Union européenne (U.E.) de débloquer en urgence un budget de 800 Mds € pour sa Défense. Notons que le Royaume-Uni sera associé à ces développements militaires européens, restaurant opportunément des liens distendus par le Brexit. Si les investisseurs saluent ces évolutions, c'est parce que la zone gagnera en autonomie et en souveraineté, mais plus encore parce que sa croissance sera confortée par ces budgets militaires récurrents durant les prochaines années.
- La principale surprise en ce début d'année est venue de la nouvelle coalition gouvernementale allemande, cette dernière ayant décidé de lever le plafond budgétaire légalement autorisé. Un budget de 500 Mds € sur 12 ans sera alloué au développement des infrastructures du pays, soit

environ 1% du PIB allemand ajouté chaque année ! L'orthodoxie budgétaire du pays a donc ENFIN cédé le pas au pragmatisme : les restrictions budgétaires des dernières décennies avaient certes permis au pays de disposer d'une situation financière enviable, mais cela s'était fait aux dépens des développements économiques de long terme. En effet, l'Allemagne était devenue bien trop dépendante de ses fournisseurs (cf. énergie russe), mais aussi de ses clients extérieurs (cf. débouchés chinois et américains qui se contractent). Ce soutien budgétaire allemand aux infrastructures devrait donc s'ajouter à celui sur la Défense européenne, et il se diffusera au moins partiellement aux autres pays de la zone. La surperformance des actions européennes s'explique ainsi par une meilleure visibilité quant à la croissance économique à venir quand, dans le même temps, la croissance américaine devient moins assurée. S'ajoute à cela le fait que la valorisation des actions européennes était inférieure à sa moyenne de long terme, et que la décote de valorisation vis-à-vis des actions américaines était historiquement forte. C'est pourquoi, alors que les actions européennes étaient très délaissées dans les allocations d'actifs, elles retrouvent de l'intérêt aux yeux des investisseurs internationaux et, parce que les vendeurs font défaut dans une telle situation, les flux acheteurs provoquent un décalage favorable des cours de bourse.

La principale surprise en ce début d'année est venue de la nouvelle coalition gouvernementale allemande, cette dernière ayant décidé de lever le plafond budgétaire légalement autorisé.

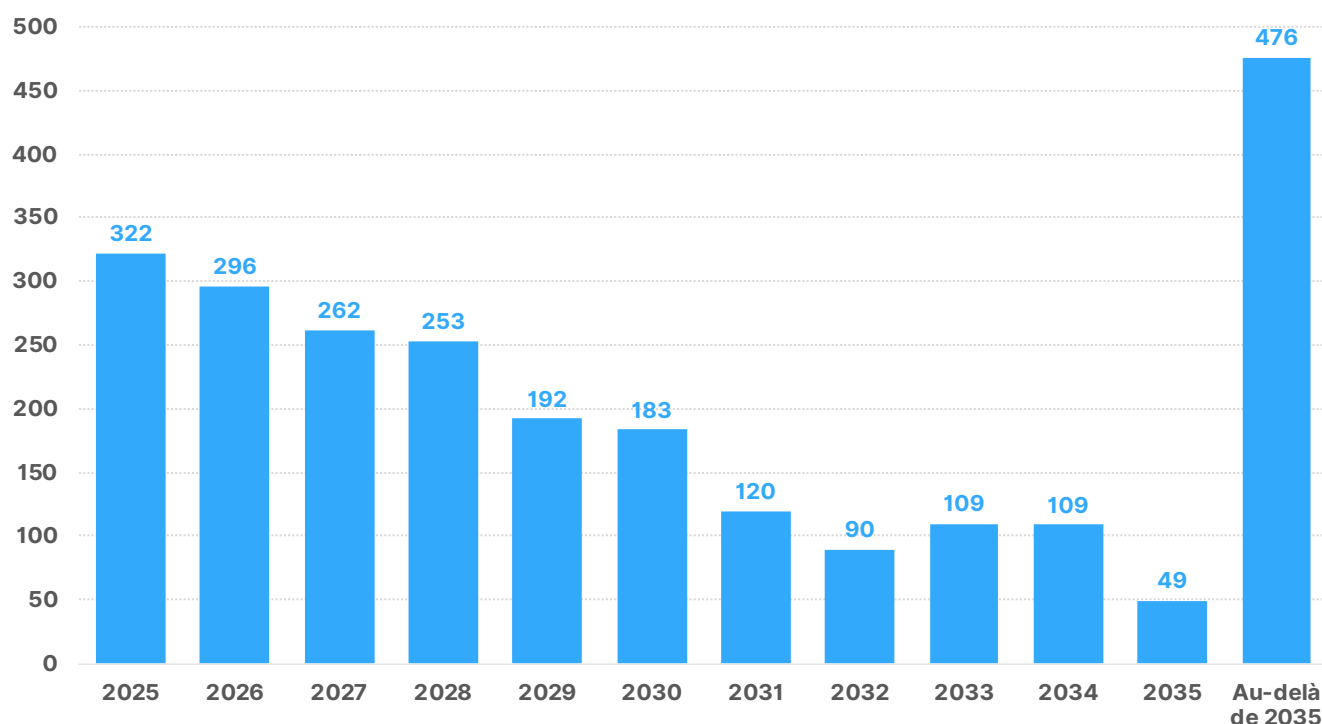
## Les 20 meilleures performances du Stoxx 600 européen depuis le début d'année (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

Société	Performance	Pays	Secteur
Thyssenkrupp AG	150,8	Allemagne	Métaux
Rheinmetall AG	136,5	Allemagne	Aéronautique-Défense
Hensoldt AG	92,2	Allemagne	Satellites
Saab AB	87,2	Suède	Aéronautique-Défense
Leonardo SpA	74,3	Italie	Aéronautique-Défense
 Thales SA	72,9	France	Aéronautique-Défense
 Societe Generale SA	61,8	France	Banque
 Dassault Aviation SA	56,1	France	Aéronautique-Défense
Commerzbank AG	52,8	Allemagne	Banque
Iveco Group NV	51,4	Italie	Automobile
BAE Systems PLC	50,6	Royaume-Uni	Aéronautique-Défense
TBC Bank Group PLC	50,3	Géorgie	Banque
Orlen SA	45,6	Pologne	Pétrole
Just Eat Takeaway.com NV	45,5	Pays-Bas	Restauration en ligne
Heidelberg Materials AG	45,3	Allemagne	Matériaux
Banco Santander SA	44,1	Espagne	Banque
SSAB AB	43,4	Suède	Métaux
K+S AG	42,2	Allemagne	Matériaux
Deutsche Bank AG	41,5	Allemagne	Banque
Telecom Italia SpA	41,2	Italie	Télécommunications

### Montant de dette allemande à rembourser, avant les plans de relance budgétaire (Mds €)

Sources : Refinitiv, WeSave



Il convient toutefois de nuancer l'état de grâce actuel des actions européennes :

- Il sera difficile de constituer une « Europe de la Défense » car le secteur est très fragmenté entre les divers pays européens, et qu'il est très compliqué de renoncer à sa souveraineté nationale sur un sujet aussi sensible. Dès lors, il sera complexe d'harmoniser les standards industriels et technologiques entre ces entreprises, de fusionner parfois certaines d'entre elles, de déterminer quels sont les lieux où les productions ou bien les centres de recherche et développement seront localisés, etc... Par ailleurs, les appels d'offres sont longs et complexes, le déblocage des capitaux ne produira ses effets sur la croissance européenne qu'à partir de 2026, ou plus tardivement encore. Il ne faut pas non plus sous-estimer le fait que, si ces capitaux publics s'orientent vers le militaire, c'est autant que les activités civiles n'auront pas : le risque d'éviction ne doit pas être négligé.

Enfin, le « multiplicateur budgétaire » (impact d'une augmentation des dépenses publiques ou d'une baisse des impôts sur la croissance économique) est faible pour le secteur de la Défense (autour de 0,5%-0,6%) ... ce n'est qu'environ la moitié des injections budgétaires envisagées qui se retrouveront sous forme de croissance du PIB. En attendant, pour parer au plus pressé, les entreprises américaines de la Défense resteront probablement les grandes bénéficiaires des budgets européens !

- Le budget allemand alloué aux infrastructures bénéficiera d'un « multiplicateur budgétaire » avoisinant les 0,8%-0,9% ... mais c'est surtout l'Allemagne qui en profitera. Tout comme pour le secteur de la Défense, les appels d'offres pour les infrastructures sont longs, techniques, ils peuvent faire l'objet de recours juridiques, etc... ce qui signifie que la croissance économique allemande ou européenne de 2025 n'en profitera pas.

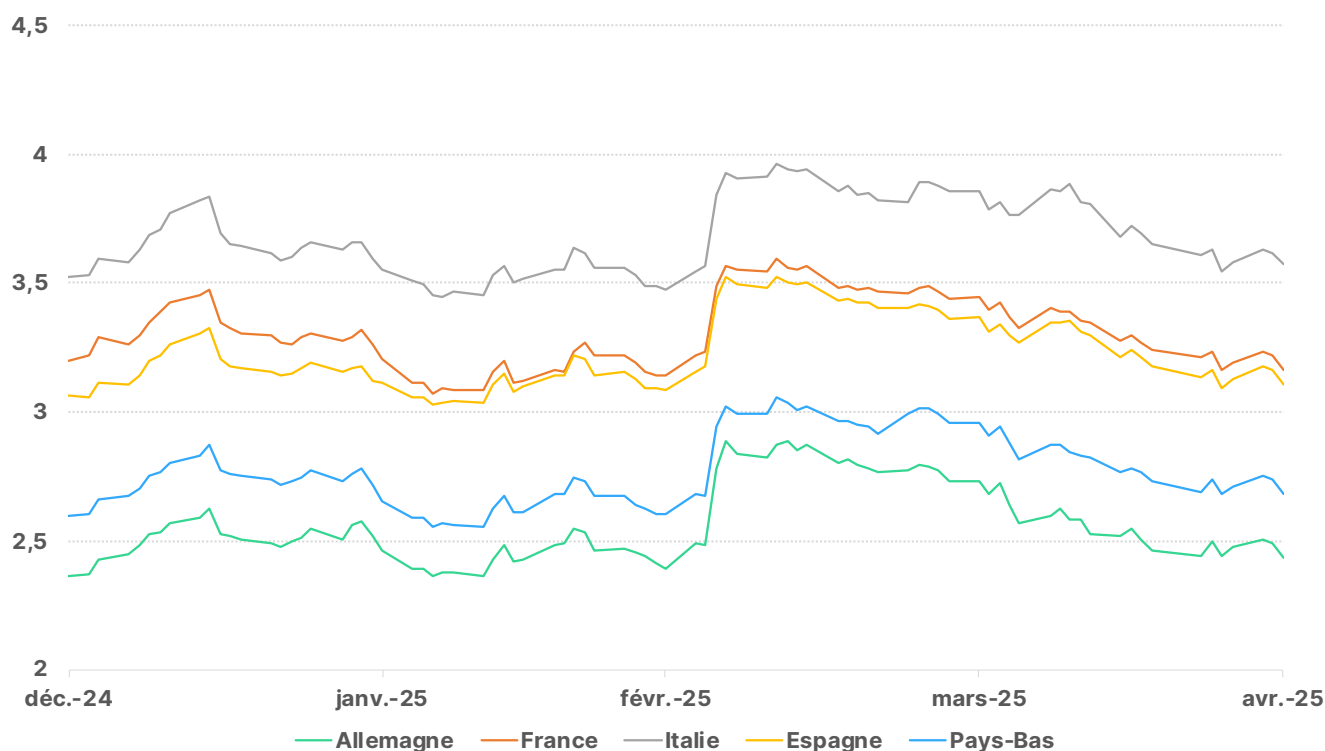
■ En attendant que les soutiens budgétaires allemands et européens bénéficient à la zone, il faudra faire face à l'impact récessif des droits de douane américains sur nos exportations. Pire encore, il est probable que les autres pays dans le monde, eux aussi affectés par des droits de douane, cherchent à déverser en Europe leurs produits invendables aux États-Unis : la Chine pourrait par exemple devenir un concurrent très agressif. De plus, l'actuelle appréciation relative de l'Euro nuit à la compétitivité des entreprises de la zone. Les chiffres d'affaires et les marges bénéficiaires des entreprises européennes seront sous pression, ce qui n'est logiquement pas compatible avec une forte surperformance boursière des actions européennes ! Autrement dit, si on ne peut nier l'effet favorable des mesures budgétaires européennes, elles n'auront d'impact significatif qu'en 2026, voire en 2027 et, en attendant, il faudra subir le

protectionnisme américain et l'intensification de la concurrence internationale.

■ Les relances budgétaires européennes, notamment celle décidée par l'Allemagne, ont provoqué une brutale hausse du coût de l'emprunt de tous les pays de la zone : il faudra émettre plus d'obligations pour financer ces relances. En conséquence, TOUS les pays européens subissent un renchérissement de leur dette, sans pour autant bénéficier des avantages qui y sont associés en termes de croissance économique. Cette situation est particulièrement difficile à assumer pour les pays européens très endettés (cf. France ou Italie) et devant équilibrer leurs budgets pour limiter l'envol de la charge de leur dette. En conséquence, c'est à une divergence économique entre pays européens et non pas à une convergence que l'on pourrait finalement aboutir !

### Rendement des obligations à 10 ans des 5 principaux pays de l'U.E. (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



La bonne surprise en 2025 pourrait provenir de la Banque Centrale Européenne (BCE) :

- Le conseil des gouverneurs de la BCE reste divisé car les hausses de droits de douane sont réputées être inflationnistes, et le mandat de la BCE consiste à assurer la stabilité des prix. Toutefois, comme nous l'avons vu précédemment, il est probable que l'Europe devienne une zone captive pour les entreprises étrangères voulant se débarrasser de leurs invendus américains. La concurrence sera intense et, en conséquence, les entreprises européennes auront du mal à passer des hausses de prix et leurs employés à réclamer des augmentations de salaires : l'inflation devrait rester contenue. En revanche, la croissance économique de la zone devrait plutôt se tasser en 2025, tant que les relances budgétaires programmées n'auront pas produit leur effet. Accessoirement, l'appréciation relative actuelle de l'Euro protège aussi la zone d'un risque d'inflation importée. Les « colombes » de la BCE devraient pouvoir faire valoir ces arguments pour que les taux directeurs baissent encore significativement.
- La BCE pourrait aussi agir non pas par des baisses de taux directeurs, si elle n'est pas à

l'aise avec l'inflation en cours, mais en reprenant son « quantitative easing » : les obligations émises par les États européens pourraient être achetées et stockées dans son Bilan par la BCE. Une BCE accommodante contribuerait à deux avancées fortes : elle faciliterait la convergence entre des pays aux rythmes de croissance économique et niveaux d'endettement très variés, et elle participerait à la construction à long terme de l'U.E. En d'autres termes, ce serait sa contribution à « l'effort de guerre » de la zone.

- Un soutien monétaire de la BCE serait évidemment aussi le bienvenu pour les actifs financiers de la zone : l'immobilier pourrait enfin respirer, et les actions et obligations apprécieraient ce geste. Précisons que, si les États européens devront émettre beaucoup de dettes pour financer leurs relances économiques, ce qui pèsera sur la dynamique des obligations souveraines, la situation est en revanche favorable pour les obligations des entreprises de la zone européenne puisque la croissance économique sera confortée à long terme, réduisant d'autant le risque de défaut de paiement ! La BCE sera donc probablement le joueur décisif pour les actifs boursiers de la zone en 2025.

### Taux directeurs anticipés par les marchés financiers pour la BCE en 2025 et ampleur des baisses attendues

Sources : Refinitiv, WeSave

	BCE	
<b>Taux actuel :</b>	2,25%	
<b>jeudi 5 juin 2025</b>	1,92%	-0,33%
<b>jeudi 24 juillet 2025</b>	1,77%	-0,48%
<b>jeudi 11 septembre 2025</b>	1,62%	-0,63%
<b>jeudi 30 octobre 2025</b>	1,57%	-0,68%
<b>jeudi 18 décembre 2025</b>	1,49%	-0,76%

## Total du Bilan de la BCE (Mds €)

Sources : Refinitiv, WeSave



## Chine ... l'outsider refait parler de lui !

On croyait la Chine reléguée depuis longtemps en 2nde division des actions internationales, et l'intensité de la confrontation avec les États-Unis rendait peu probable une bonne performance boursière en 2025. Pourtant, le pays pourrait être LA surprise favorable de l'année. Comment expliquer un tel contre-pied ?

- Les actions de la technologie chinoises ont été redécouvertes après que DeepSeek a affiché, dans l'intelligence artificielle générative, des performances supérieures à celles du leader américain ChatGPT. Même s'il est probable que les autorités chinoises aient appuyé en sous-main son développement, et que des doutes persistent quant aux semi-conducteurs dont DeepSeek a réellement disposé pour afficher ses performances spectaculaires, il n'en demeure pas moins que l'avance américaine dans le domaine semble désormais disputée. Alors que les investisseurs internationaux doutaient de la

valorisation des « 7 Magnifiques », les dirigeants chinois ont su remettre opportunément en avant les atouts de leurs leaders de la technologie : Alibaba, Baidu, Tencent, Xiaomi, etc...

- Au-delà des sociétés de technologie, c'est la qualité haut de gamme de l'offre industrielle chinoise qu'il est désormais impossible de nier : l'automobile, l'éolien, le solaire, etc... sont autant de secteurs où la Chine est très en pointe, avec un rapport qualité-prix particulièrement séduisant. Le pays a par ailleurs su identifier très en amont certaines activités stratégiques, se rendant incontournable pour le monde entier. Ainsi, il sera par exemple impossible pour l'Administration Trump de se passer durablement des métaux rares chinois, INDISPENSABLES au bon fonctionnement des secteurs de la technologie (électronique, énergies renouvelables), de l'automobile (catalyseurs, batteries), de l'aérospatiale et de la défense (alliages spéciaux, systèmes de guidage), de la chimie (catalyseurs, colorants et agents de polissage), etc... De plus, il sera très difficile, et cela prendra de nombreuses années, aux divers pays pour élaborer une production

nationale performante en substitution des produits chinois, puisque le pays représente 32% de toute la puissance industrielle mondiale !

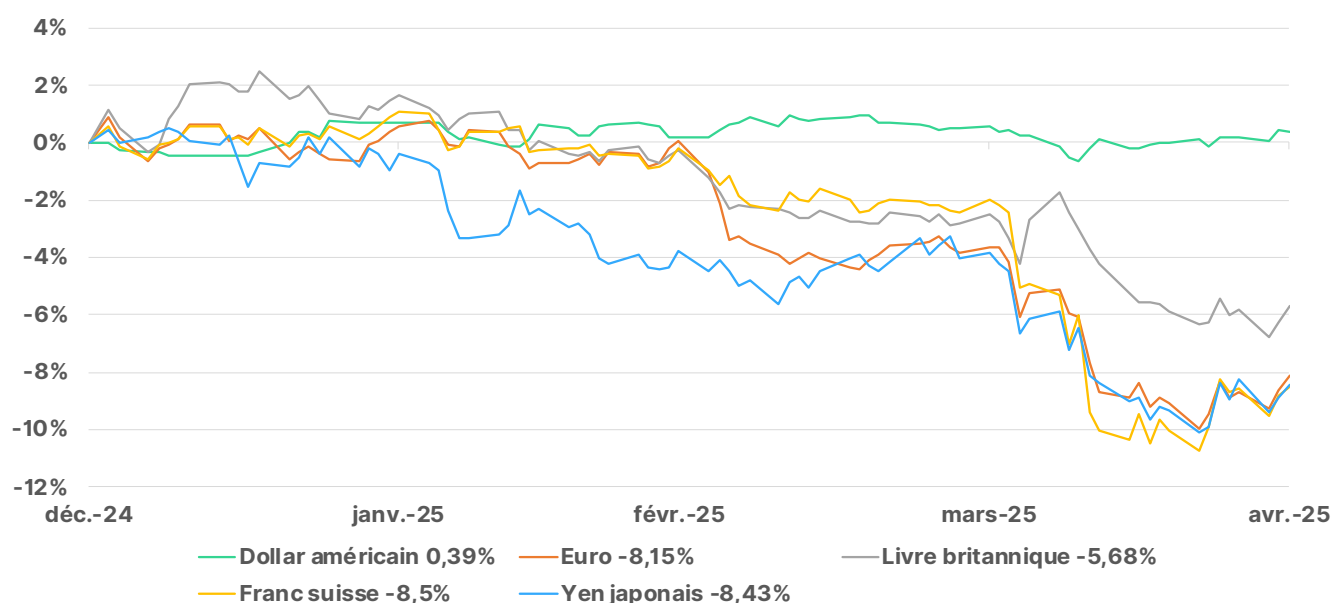
- Lorsqu'il s'agit des devises, les observateurs surveillent les parités vis-à-vis du Dollar, c'est pourquoi un facteur important passe sous les radars : la Chine a procédé discrètement à une forte dévaluation de sa devise par rapport aux autres grandes monnaies étrangères. Le pays a ainsi reconstitué, très opportunément, une compétitivité qui devrait lui permettre de déverser plus facilement ses produits devenus invendables aux États-Unis. De plus, par opposition au rival américain, les dirigeants chinois se positionnent habilement en défenseurs du libre-échange et (ré)activent des partenariats internationaux pour profiter à plein de la réorientation des flux commerciaux mondiaux.
- La Chine s'est par ailleurs préparée en amont au retour de D.Trump et à ses agressions : la

fermeté de sa réponse aux tarifs douaniers imposés par l'Administration Trump le démontre ! Les dirigeants du pays sont donc prêts à déployer d'importants soutiens budgétaires et monétaires afin de compenser l'effet négatif du protectionnisme américain. La relance budgétaire chinoise devrait être orientée vers sa consommation domestique, pour se désensibiliser du commerce international et des États-Unis, mais aussi afin de dissiper les reproches qui lui sont faits d'asphyxier l'étranger avec ses exportations.

- Les actions chinoises disposent d'un atout additionnel : le risque de décollecte est faible puisque les investisseurs internationaux avaient sous-pondéré, voire avaient fait l'impasse sur le pays dans leurs allocations d'actifs. Les flux sont désormais à nouveau favorables, bien qu'il s'agisse avant tout d'achats effectués par les institutions financières chinoises, sous l'« incitation » du pouvoir central.

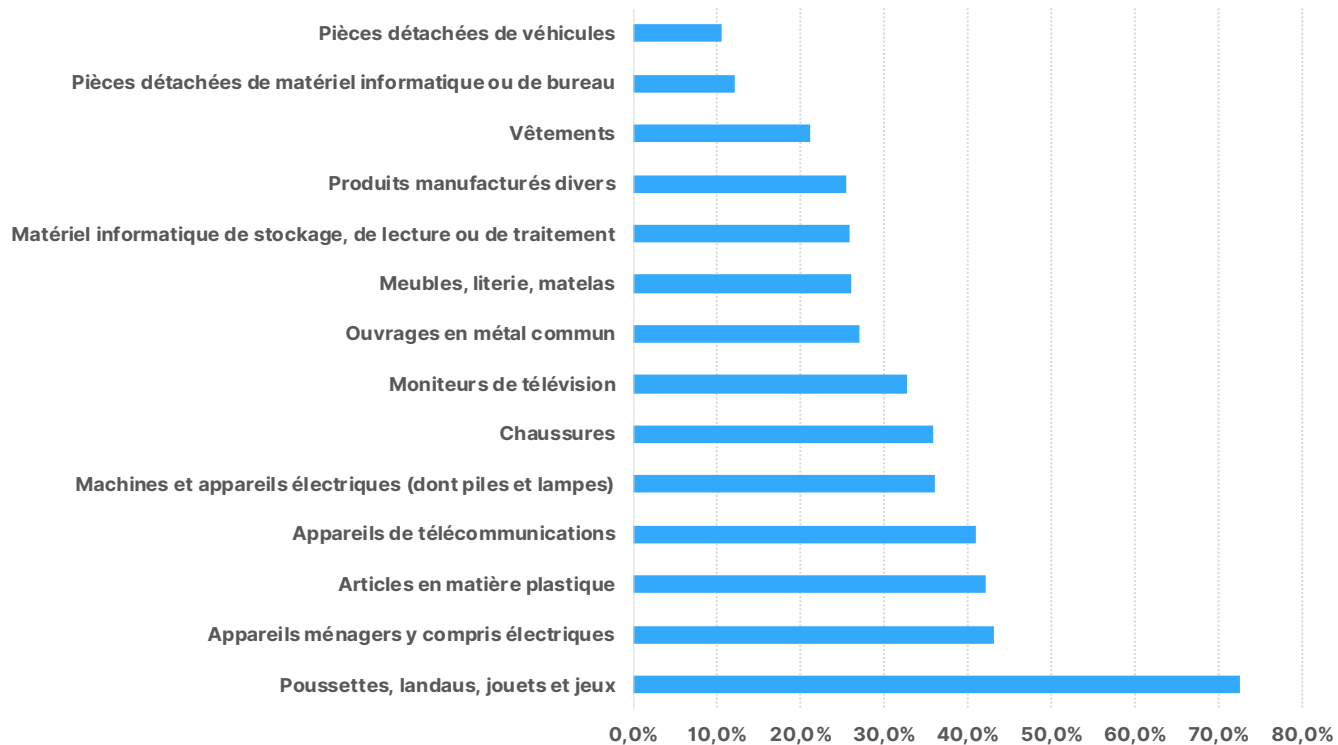
### Performance du Yuan chinois face aux grandes devises (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



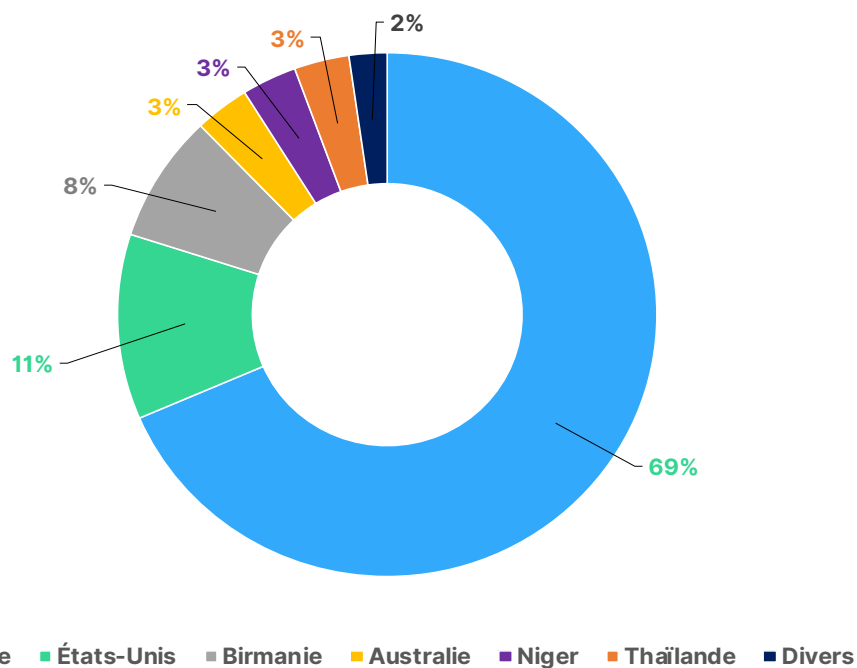
### % des biens importés de Chine par les États-Unis

Sources : AFP, WeSave



### Répartition de la production minière de terres rares

Sources : U.S. Geological Survey, WeSave



Les atouts conjoncturels que la Chine peut faire valoir ne doivent pas faire oublier plusieurs faiblesses structurelles :

- La dynamique de l'immobilier chinois semble moins préoccupante qu'auparavant, mais les difficultés n'ont pas disparu pour autant. Le pays a bien trop construit (cf. villes fantômes), et sa démographie est catastrophique (vers une division par 2 de sa population d'ici la fin du siècle ?) : les prix de l'immobilier resteront structurellement mal orientés du fait de l'excédent de biens disponibles. Les ménages chinois qui comptaient sur l'appréciation de l'immobilier pour leur retraite sont donc confrontés à une impasse patrimoniale affectant leur confiance et leur consommation, d'où les échecs répétés de soutien à la consommation par les autorités. Par ailleurs, les banques, bien qu'ayant été recapitalisées, devront poursuivre les dépréciations de valeur de l'immobilier détenu : les fragilités du système financier national persistent.
- La dépendance CHRONIQUE de la Chine à l'égard de son commerce extérieur s'explique très simplement : le pays représente 32% de la production industrielle mondiale contre 12% de la consommation mondiale ! Le mercantilisme chinois est dès lors « prédateur », d'autant que n'offrant pas aux entreprises étrangères une ouverture de son marché domestique équivalente à celle dont il bénéficie. Par ailleurs, lorsque les autorités chinoises identifient des secteurs d'activité comme étant prioritaires, ces derniers font l'objet de subventions et de soutiens de tous ordres, d'où un capitalisme déséquilibré à l'égard des concurrents étrangers. Attention alors à ne pas tomber dans les bras de la Chine par simple dépit quant à l'actuelle attitude de l'Administration Trump, et de croire naïvement que l'économie du pays basculera de l'offre vers la demande !

- Les questionnements quant à la « gouvernance » chinoise peuvent resurgir à tout moment, le dirigisme restant la règle : le pays n'offre pas forcément toutes les garanties souhaitables pour les investisseurs internationaux. Il n'est par ailleurs pas impossible que la Chine veuille profiter des errements de l'Administration Trump pour s'emparer par la force de Taïwan et de ses semi-conducteurs !

## Conclusion

Difficile de déterminer qui remportera le trophée dans ce contexte incertain, volatil, non coopératif, et fait de rapports de force. Pour l'épargnant, il convient de se souvenir que les marchés financiers sont un très mauvais reflet de la réalité économique, et de ne surtout pas se mettre hors-jeu en cédant à la panique ! En toutes circonstances, les entreprises cotées sont habituées à adapter leur jeu, à anticiper les mouvements de leurs concurrents, et à saisir les opportunités s'offrant à elles, d'où leur résilience et leur capacité d'innovation permettant de se démarquer. Après la phase de repli en défense observée durant le premier trimestre, les contre-attaques haussières des marchés pourraient une fois encore prendre à contre-pied les investisseurs ayant préféré jouer la montre avec des allocations prudentes.



# % du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les secteurs du S&P500.

Quand on investit sur un indice, il faut évaluer en amont les expositions sectorielles et celles à l'international ou à la zone elle-même.

Les secteurs les plus domestiques du S&P500 sont les services collectifs, la santé et l'immobilier. Le S&P500 conduit à s'exposer à l'international au travers des technologies de l'information, des matériaux et de l'énergie.

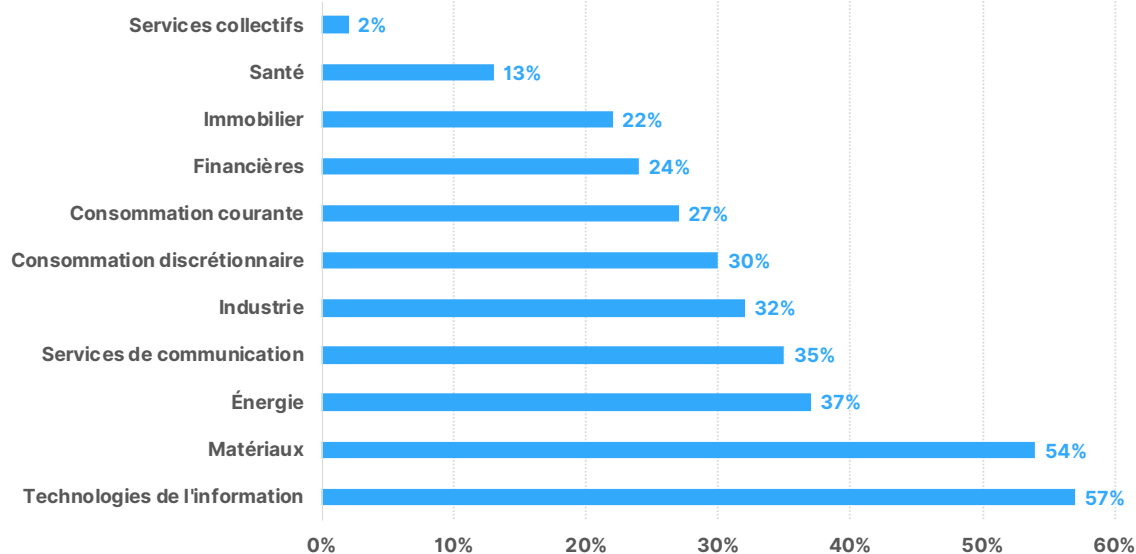
Le S&P500 est un indice plutôt domestique : seuls 2 secteurs ont plus de 50% d'exposition internationale.

## Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Trump a décidé d'appliquer des tarifs douaniers à l'encontre du reste du monde (10% au minimum, voire plus). Quel peut être l'impact des rétorsions des pays étrangers sur les actions américaines ? Le premier réflexe est de considérer que les sociétés exposées à l'international seraient les plus fragilisées. La décomposition des sensibilités montre que les sociétés de la technologie américaine ("7 Magnifiques") sont les plus exposées à l'étranger. Ces entreprises ayant des offres difficilement substituables, elles répercuteraient sur le client étranger toute hausse douanière. Paradoxalement, ce sont plutôt les entreprises domestiques américaines qui pourraient être les plus fragilisées du fait de la chute de la consommation américaine (cf. inflation), ou bien parce que rencontrant des problèmes d'approvisionnements.

% du chiffre d'affaires réalisé à l'international par les secteurs du S&P500.

Sources : FactSet, WeSave



# PIB par habitant (en milliers de \$).

Le PIB/habitant est la valeur totale des biens et services produits dans un pays en une année, divisée par le nombre d'habitants : c'est une approximation de la richesse par habitant.

Avec un PIB/habitant de 86 600 \$, les États-Unis ont, selon ce critère, une forte avance vis-à-vis de leurs principaux concurrents.

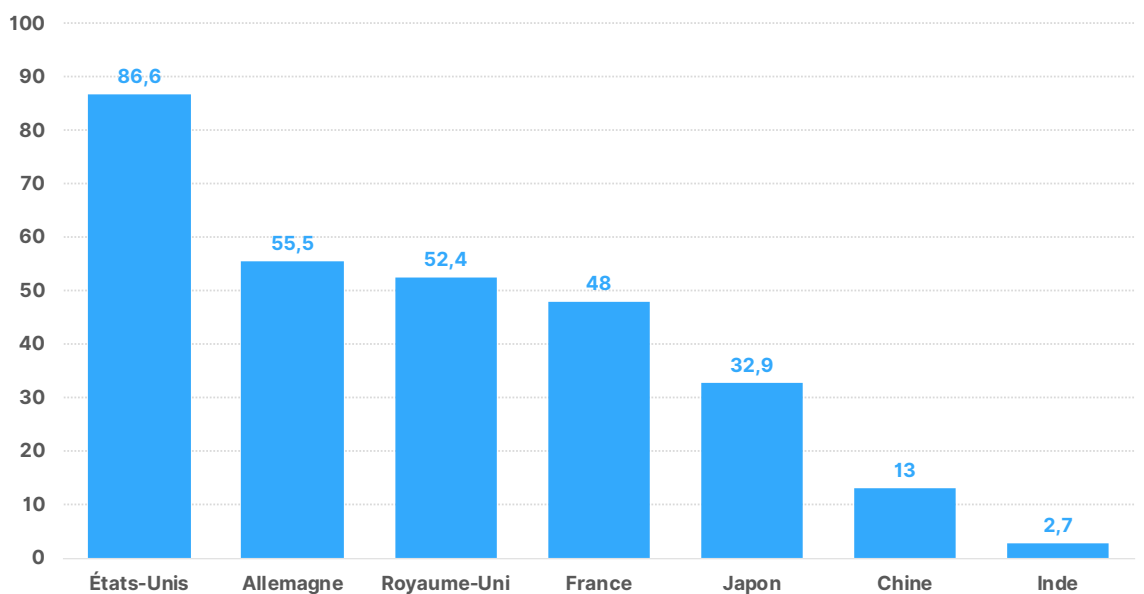
Si la Chine et l'Inde ont un PIB qui progresse vite depuis 20 ans, cette performance doit être relativisée quand on regarde le PIB/habitant.

## Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Parmi les arguments avancés par D.Trump pour justifier les tarifs douaniers à l'encontre du reste du monde, c'est que ces pays profiteraient indûment des États-Unis. Cette thèse est vite mise à mal dès lors que l'on regarde les PIB/habitant respectifs des principaux pays. Les États-Unis sont ainsi largement devant leurs principaux concurrents, et notamment vis-à-vis de la Chine, cette dernière ayant un PIB/habitant ne représentant que 15% de celui des États-Unis ! De plus, la démographie chinoise sera catastrophique durant les prochaines années (environ une division par 2 de la population d'ici la fin du siècle), ce qui compliquera la création de richesse par le pays. En réalité, le problème américain n'est pas son PIB/habitant, mais la très mauvaise répartition de cette richesse au sein de la population américaine !

PIB par habitant (en milliers de \$)

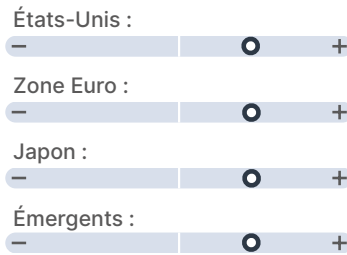
Sources : FMI, WeSave



## ACTIONS



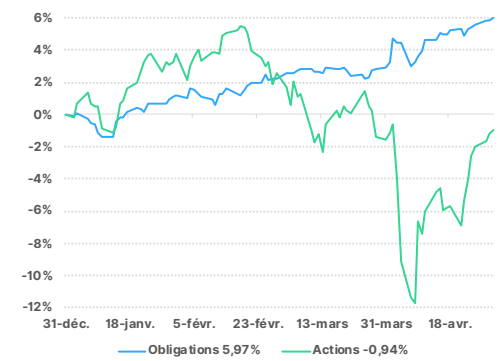
Sous-pondéré      Sur-pondéré



Le mois d'avril a été chaotique sur les marchés financiers, suite à l'annonce des droits de douane appliqués par les États-Unis. Leur intensité, et le fait que 10% minimum soient appliqués à tout le monde, a en effet surpris les investisseurs du monde entier. Le décrochage des actions a été très violent, tout comme celui du Dollar, et en fin de compte même les obligations américaines ont baissé. Ce dernier facteur a poussé l'Administration Trump à rétro pédaler et à accorder un délai de 90 jours aux négociations commerciales

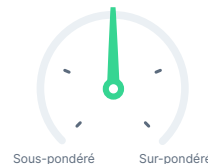
### Performance des actions et obligations mondiales (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

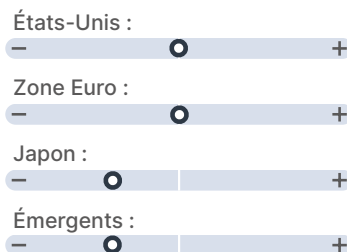


bilatérales. Les publications de résultats ont favorablement surpris du fait d'effets de stockages avant les droits de douane, mais le flou est très fort quant aux perspectives. Nous conservons notre surpondération sur les actions car une désescalade commerciale est en cours et que les baisses de fiscalité sur les entreprises et ménages restent à venir.

## OBLIGATIONS SOUVERAINES



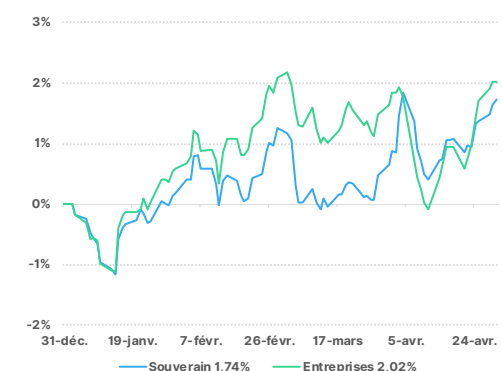
Sous-pondéré      Sur-pondéré



En avril, le marché obligataire a été très agité. Les tarifs douaniers américains ont tout d'abord provoqué un report favorable aux obligations. Toutefois, les investisseurs du monde entier ont commencé à douter de la parole et de la fiabilité de la signature américaine, d'où un violent retournement à la hausse des rendements des obligations américaines. Pour stopper ces flux vendeurs d'obligations américaines, l'Administration Trump a rapidement atténué le stress commercial en accordant un délai de

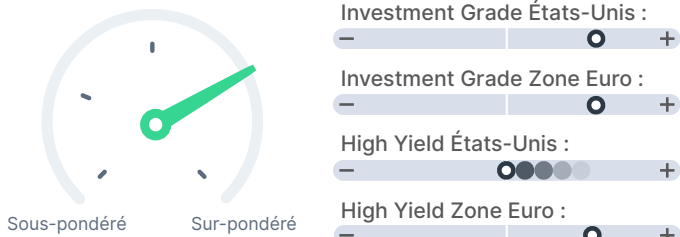
### Performance boursière des grandes classes d'actifs obligataires (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



négociation de 90 jours. A noter que durant cette phase de stress obligataire, les obligations européennes n'ont pas subi la tension observée par leurs homologues américaines. Nous restons neutres à l'égard des obligations souveraines, les obligations d'entreprises nous paraissant offrir encore un couple "rendement-risque" plus attrayant.

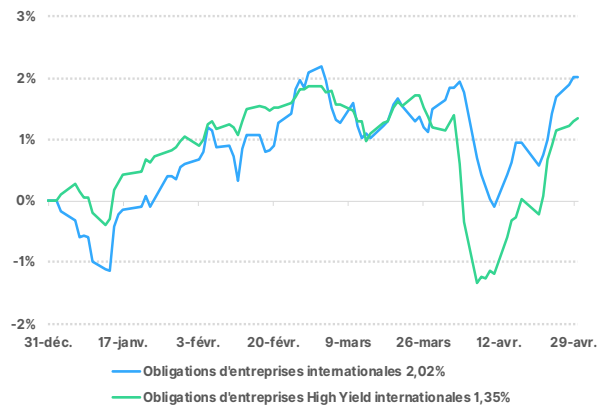
## OBLIGATIONS D'ENTREPRISES



En avril, la performance des obligations a été erratique. L'annonce des droits de douane américains a instillé le doute quant aux perspectives économiques et à la capacité des entreprises à dégager des bénéfices. En effet, ce protectionnisme, surtout lorsqu'il est suivi de mesures de rétorsions, rend incertains les débouchés des entreprises et le coût de leurs approvisionnements. La trésorerie des entreprises devenant alors plus incertaine, le risque de défaut de paiement sur les obligations d'entreprises est redevenu une question importante. Les obligations "high yield" en ont

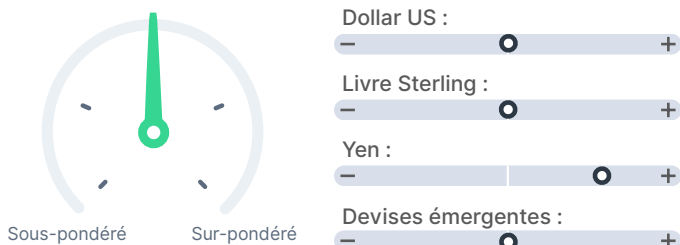
### Performance des obligations d'entreprises dans le monde (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



logiquement été les plus pénalisées. L'Administration Trump étant redevenue plus conciliante, et les baisses de fiscalité sur les ménages et entreprises restant à venir, nous maintenons notre surpondération sur les obligations d'entreprises, préférant néanmoins en priorité les entreprises les plus solvables.

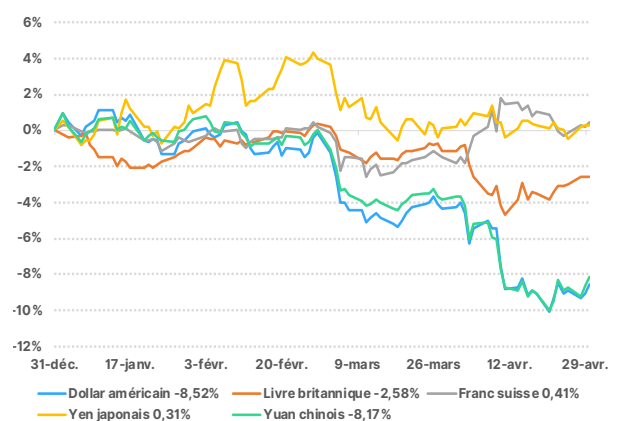
## DEVISES



L'instauration de droits de douane par les États-Unis a profondément perturbé les devises mondiales. Le Dollar a décroché, les investisseurs internationaux doutant de la "gouvernance" américaine et de la qualité de la signature du pays. Diverses institutions internationales ont donc pris le parti de mieux diversifier leurs devises en réduisant la part du Dollar détenue en portefeuille. Le Yuan chinois est resté étroitement corrélé au Dollar, les autorités chinoises ne voulant pas se faire reprocher de manipuler leur devise. L'Euro a été parmi les principaux gagnants de cette phase

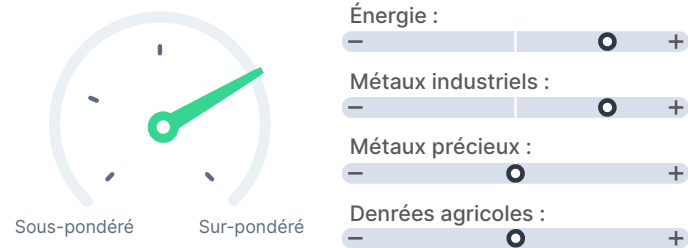
### Performance des grandes devises face à l'Euro (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



de rééquilibrages entre devises, dans la mesure où il s'agit d'une monnaie importante et où la "gouvernance" paraît plus prévisible. Dans ce contexte de guerre tarifaire, il faut être très vigilant quant aux fluctuations des devises, ces dernières pouvant affecter fortement les performances des actifs en bourse.

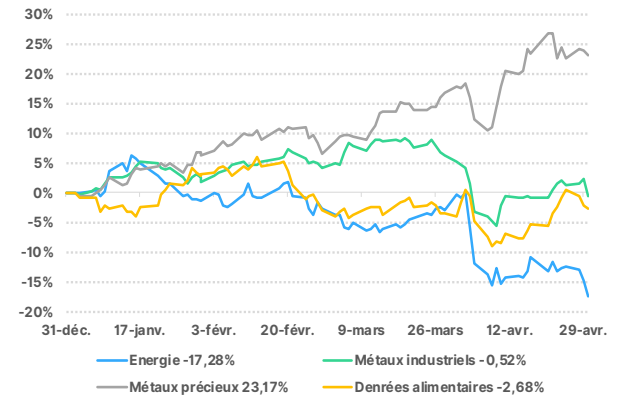
## MATIÈRES PREMIÈRES



Les matières premières ont connu des performances très dispersées en avril. La décision de l'Administration Trump d'imposer des droits de douane au monde entier a fait craindre un fort décrochage de la croissance économique mondiale, d'où la violente chute des matières premières énergétiques. De plus, l'OPEP+ appuie sur les prix en mettant énormément de pétrole sur le marché. La Chine ayant décidé de faire front face à l'hostilité américaine en soutenant son économie, les métaux industriels sont de ce fait parvenus à se redresser en fin de mois d'avril. Les

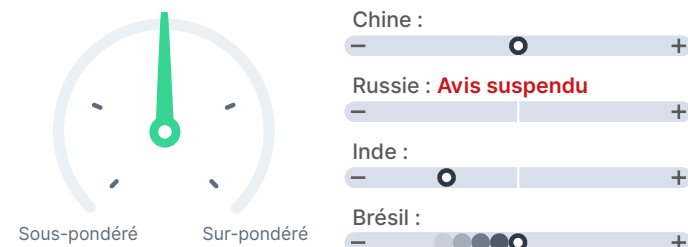
Performance des indices de matières premières (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



denrées agricoles ont été elles aussi pénalisées par le protectionnisme américain, notamment parce que cela affecte le pouvoir de pays acheteurs de ces denrées. L'or et les métaux précieux ont été les grands gagnants durant cette période. Nous maintenons à ce stade notre surpondération sur cet actif.

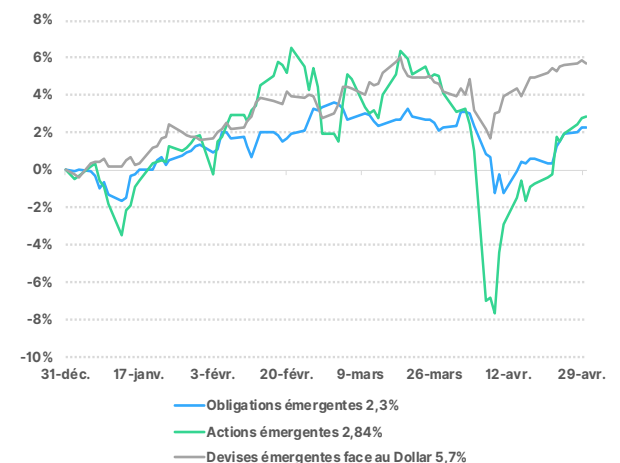
## ÉMERGENTS



Alors que le protectionnisme américain aurait dû pénaliser les pays émergents, leurs actifs se comportent plutôt mieux que ceux des pays développés. La première explication est que le fort recul du Dollar allège la charge d'intérêt pour les pays ou entreprises endettés en Dollar. Par ailleurs, lorsqu'il faut importer des produits de l'étranger facturés en Dollar, cela leur coûte moins cher : leur pouvoir d'achat s'est temporairement amélioré. Si les actifs émergents progressent en ce début d'année, c'est probablement surtout parce qu'une vague de réallocation d'actifs est en cours des États-Unis vers le reste du monde,

Performances des actifs émergents (en %)

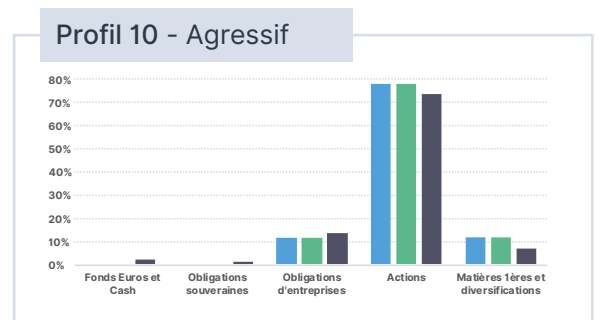
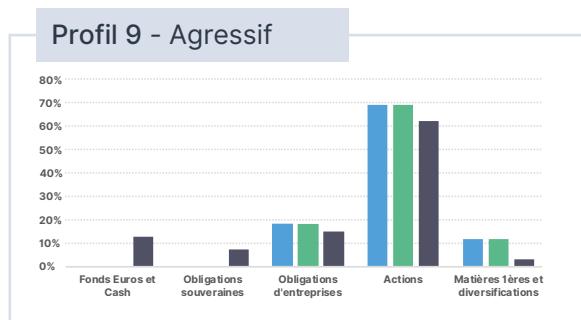
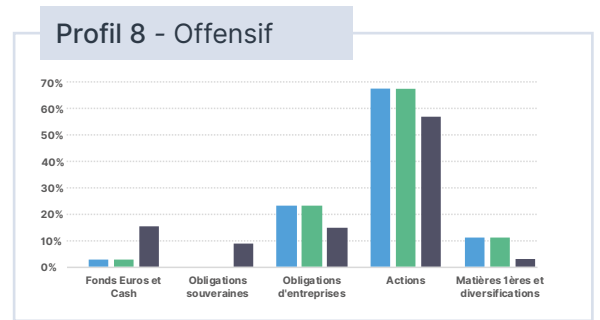
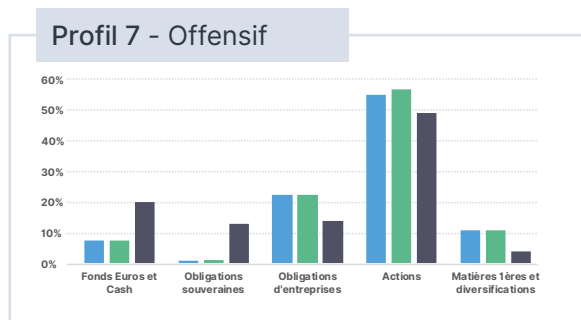
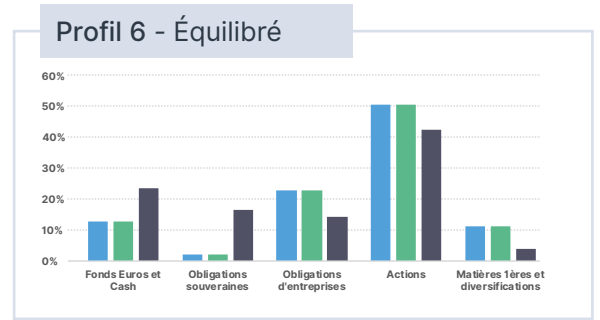
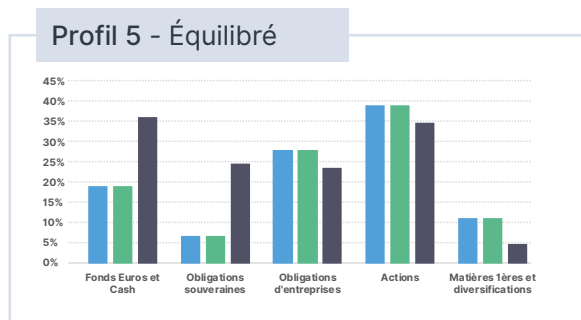
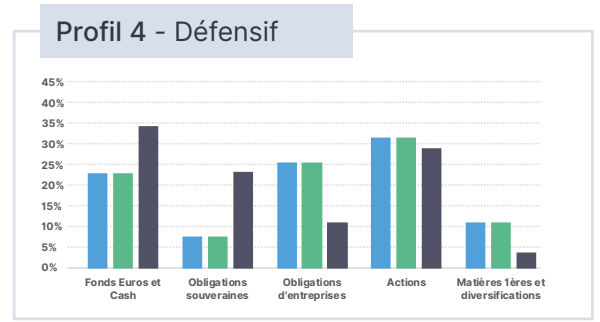
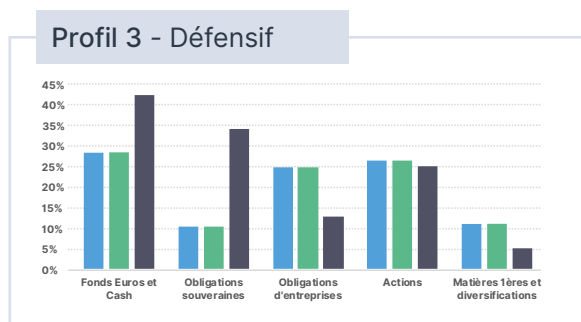
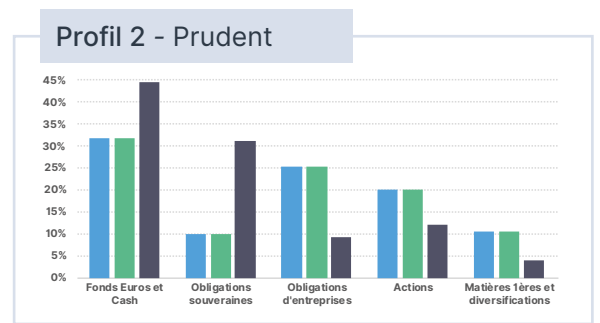
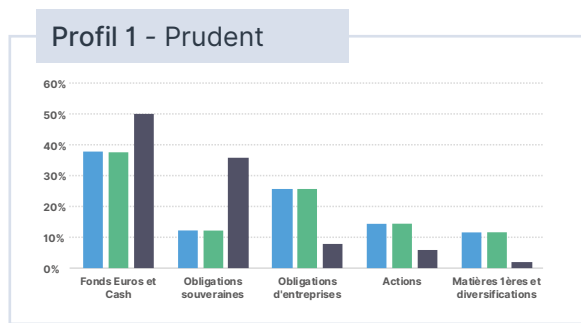
Sources : Refinitiv, WeSave



les investisseurs internationaux reconsidérant leur surexposition aux actifs américains. La politique économique à venir de D.Trump étant difficilement prévisible, il nous semble préférable de conserver une exposition neutre aux émergents.

Comparatifs d'allocations entre avril 2025, mai 2025 et la stratégie long terme.

■ Avril 2025    ■ Mai 2025    ■ Allocation long-terme



# Pourquoi les Français épargnent plus que jamais ? (Étude Ipsos 2025)

L'épargne prend une nouvelle place dans le paysage patrimonial des Français.

Le dernier baromètre Ipsos pour le Cercle des Épargnants (février 2025) révèle un changement de paradigme : 39 % des Français déclarent vouloir épargner davantage cette année, un niveau inégalé depuis près d'une décennie.

Ce regain d'intérêt pour l'épargne ne relève pas seulement d'un réflexe face à l'instabilité économique. Il traduit aussi une prise de conscience patrimoniale plus profonde, et une volonté de construire sur le long terme. Dans ce contexte, l'assurance-vie s'impose plus que jamais comme l'outil de référence pour structurer cette épargne, en alliant

souplesse, fiscalité avantageuse, et adaptation à chaque objectif de vie.

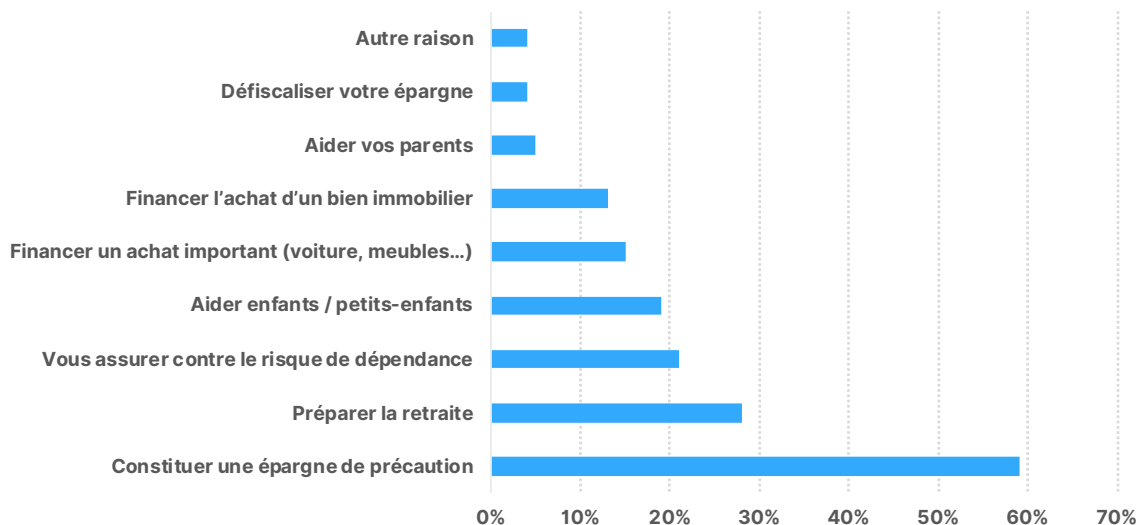
## Des épargnants plus prudents... mais aussi plus structurés

La montée de l'épargne de précaution — citée par 68 % des détenteurs de produits d'épargne — confirme une envie de sécurisation. Mais ce n'est pas un repli défensif. C'est une logique de préparation active de l'avenir.

À cela s'ajoute une montée régulière de la préparation de la retraite comme second objectif (26 % des répondants), notamment chez les actifs les plus jeunes et les cadres supérieurs.

### Raisons de détenir un produit d'épargne (2 réponses possible)

Sources : Ipsos, Wesave



## La puissance de l'épargne programmée : construire durablement, sans pression

Ce que beaucoup d'épargnants ignorent encore, c'est qu'épargner régulièrement, même modestement, génère à long terme des résultats puissants.

### Prenons un exemple :

une épargne programmée de 300 € par mois sur un contrat d'assurance-vie investi de manière diversifiée avec un rendement annuel moyen de 5 %, donne au bout de 20 ans près de 120 000 € constitués.

C'est un effet boule de neige rendu possible par :

- La régularité des versements
- L'effet cumulatif des intérêts composés
- L'absence de frottement fiscal pendant la phase de capitalisation

Et surtout : ce type d'épargne vous met à l'abri du «timing» de marché. Vous investissez tous les mois, quelle que soit la conjoncture. Ce mécanisme lisse les points d'entrée et réduit votre exposition au stress des fluctuations à court terme.

Si nous prenons un exemple encore plus concret, cette dynamique est d'autant plus forte lorsqu'elle est associée à une gestion pilotée comme celle proposée par WeSave !

### Prenons un exemple concret :

Si vous aviez placé 300 € chaque mois depuis 9 ans sur un contrat WeSave avec le profil de risque 10, vous auriez obtenu un capital final d'environ 51 000 €, pour un effort total de 32 400 €.

Cela représente une performance annualisée de 9,41 % sur la période, soit un gain net de près de 19 000 €, uniquement grâce à l'effet conjugué des versements réguliers, des intérêts composés et de la gestion active.

## Quel montant programmer chaque mois ? Un arbitrage sur mesure

Déterminer le montant optimal à verser chaque mois ne se fait pas au hasard. Il s'agit d'un équilibre entre plusieurs paramètres :

- Votre capacité d'épargne réelle, une fois vos charges fixes couvertes
- Votre objectif patrimonial (ex. : constituer 100 000 € pour une transmission, un complément de retraite, une résidence secondaire...)
- Votre horizon de placement : plus il est long, plus l'effort mensuel peut être allégé

Un outil de simulation ou un échange avec un conseiller peut vous aider à poser ces bases. Mais surtout : ce montant doit être revu une fois par an. Pourquoi ? Parce que votre situation professionnelle, vos revenus ou vos priorités peuvent évoluer. L'épargne programmée est un outil vivant, qui doit rester aligné avec votre trajectoire personnelle.

## Pourquoi l'assurance-vie reste la clé de vôtre

Le baromètre le confirme : 37 % des Français détiennent un contrat d'assurance-vie (Un chiffre stable, qui témoigne d'un outil éprouvé.

**we**save

### Nos conseillers à votre service

Vous pouvez nous joindre directement du lundi au vendredi :

- par téléphone au **01 80 49 70 00**
- ou via notre site internet [www.wesave.fr](http://www.wesave.fr)

## POUR ALLER PLUS LOIN

Et pour cause :

- Souplesse : retraits libres, sans clôture du contrat
- Fiscalité avantageuse après 8 ans (abattement sur les gains de 4 600 € par an pour une personne seule)
- Transmission facilitée : jusqu'à 152 500 € exonérés de droits par bénéficiaire (si versements avant 70 ans)
- Accès à une grande diversité de supports : fonds en euros, ETF, fonds thématiques, etc.

Chez WeSave, nous combinons cette enveloppe incontournable avec une gestion sous mandat, centrée sur votre profil de risque, votre horizon, et vos objectifs.

### En résumé

- 2025 est l'année du recentrage patrimonial : les Français veulent épargner, mais intelligemment.
- L'assurance-vie, portée par son adaptabilité, reste l'outil privilégié pour transformer une intention d'épargne en capital solide.

- L'épargne programmée, revue annuellement, est la méthode la plus efficace pour construire sereinement un patrimoine sans avoir à «surveiller les marchés».

### L'équipe des conseillers WeSave

Paul Dubourgais est responsable du pôle patrimonial chez WeSave. Après ses études en Ingénierie Patrimoniale au sein de l'IUP de Caen, il effectue son début de carrière dans différentes structures de gestion privée. Ayant pour souhait que l'investissement haut de gamme soit accessible pour tous et en toute simplicité il rejoint WeSave afin de contribuer à la distribution de ces solutions digitales.



Paul Dubourgais  
Responsable du pôle  
patrimoine

### La souscription (ou l'intention de souscription) de produits d'épargne

Sources : Ipsos, Wesave

Produit d'épargne	Détenteurs (%)	Intention de souscription (%)
Livret A / LDD / livret d'épargne populaire	84	3
Assurances-vie	37	11
PEL / CEL (Plan / Compte d'épargne logement)	30	8
Épargne salariale	20	6
PER (Plan d'épargne retraite)	15	11
PEA (Plan d'épargne en actions)	15	8
Actions et obligations sur compte-titres	13	6
Livrets bancaires fiscalisés	12	6
PERCO (Plan d'épargne retraite collectif)	9	–

# AGRÉGEZ ET ANALYSEZ AVEC WESAVE CONSEIL !

Au-delà de fonctionnalités d'agrégation financière et immobilière, WeSave Conseil propose une analyse approfondie de votre patrimoine. Depuis la vue analytique, accédez au détail des différents aspects de chacun de vos portefeuilles :

- Découvrez la répartition de vos actifs
- Mesurez vos performances
- Déterminez vos risques
- Évaluez vos frais

Contactez un conseiller au **01 80 49 70 00** ou par email à [conseiller@wesave.fr](mailto:conseiller@wesave.fr)

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h sur RDV

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de ANATEC- 83 - 85 boulevard Vincent Auriol 75013 Paris - SAS au Capital de 317 264,00 €, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.